armes, la face congestionnée, se rajustaient, l'air désagréablement surpris de notre arrivée inopinée. Un gamin, pâle comme un linge, nous a désigné les deux soldats, en hurlant une histoire d'où il ressortait qu'il avait voulu faire fuir les femmes, et que les soldats l'avaient menacé de leurs couteaux. Nous avons escorté tout ce monde sanglotant, en lieu sûr, *non sans avoir fait constater le fait à un officier bulgare qui passait par là.* (Il avait l'air embêté.). — Ce qui s'était passé n'était que trop net, — et trop net aussi que nous étions arrivés trop tard.

L'assassinat

» 3° Le lendemain, après-midi, je regardais la ville, du bord, dans la lunette du télémètre Barrand-Strond. Vous savez que cet instrument, utilisé comme longue-vue, donne, outre un fort grossissement, un relief remarquable. Il s'en part donc nétions pas très éloignés de terre. Je voyais donc toutes choses comme si je les avais touchées du doigt. J'ai vu *deux bons vieux bateliers turcs poursuivis, sur la plage, par des soldats bulgares.* La chasse a duré cinq bonnes minutes. Les deux bateliers ont été tués à coups de bâton. J'ai su ensuite qu'ils avaient été découverts dans leurs caïques où ils étaient cachés depuis quatre jours.

» Voilà. Je m'arrête parce qu'un pareil tableau n'a pas de limites et qu'il faut une fin. Je suis content, tout de même, qu'en dépit du pacte de silence de la presse, la vérité commence à se faire jour. Mais on ne dira jamais assez quelle engeance immonde sont ces soldats soi-disant chrétiens ; — les Grecs surtout. Quant aux Bulgares, je veux bien que la plupart des horreurs aient été commises par leur contingent. Mais, comme les réguliers ne les tenaient même pas, c'est à mon sens le même taloc.

» Adieu mon cher ami. Excusez le pêle-mêle de cette lettre écrite à la six-quatre-deux. Je m'en serais voulu de retarder d'un jour mon témoignage, que je vous apporte non comme une justification, mais bien comme une confirmation de ce que vous avez avancé. Il va de soi que je vous laisse entièrement libre d'en faire l'usage qui vous conviendra, voire même de la publier intacte et sous votre signature, si vous le jugez préférable. Au surplus, je vous serais obligé d'en donner connaissance au commandant Viaud. Je trouve rudement chic l'attitude qu'il a prise vis-à-vis des Turcs, et je serais désolé qu'il pût penser un seul instant que j'ai pu, indirectement, l'induire en erreur, bien que je n'aie pas l'honneur de le connaître personnellement.

» Je pense d'ailleurs pouvoir causer bientôt de tout cela avec vous : ma femme a dû vous dire que nous serons à Toulon à la fin du mois... Tant mieux. C'est assez d'atrocités comme ça !...

(*Signature*)

» *P.-S.* — Encore un autre radio, malheureusement incomplètement reçu par suite de brouillage, en date du 19 novembre. Adressé du BRUIX au GAMBETTA *pour Ambassades : « Massacres épouvantables par bandes bulgaro-grecques... la malheureuse population musulmane... centaines de cadavres femmes, enfants, affreusement mutilés... sans sépulture... horribles représailles exercées par éléments orthodoxes...* 50 WAGONS DE CADAVRES.

C'est peut-être les Turcs qui ont tué eux-mêmes leurs femmes et leurs enfants, qui sait ? »

X.

Voilà.

Moi, Claude Farrère, je certifie le texte ci-dessus exact, et je garantis sur mon honneur de soldat, l'honneur et la véracité du soldat, sans correspondance.

Pour la bonne réputation de la presse française, j'espère qu'il ne se trouvera pas un seul journal français pour oser ne pas répandre les termes essentiels de cet écrasant témoignage.

La cause est entendue.

Nous savons, des musulmans et des orthodoxes, lesquels sont les bourreaux, lesquels sont les victimes.

Et nous savons aussi, de M. Pierre Loti et de ses insulteurs, lequel est le grand honnête homme, lesquels sont les aboyeurs à gages.

Claude FARRERE.

La Guerre des Balkans

On s'attendait d'un instant à l'autre hier à recevoir la dépêche annonçant l'arrivée des navires de guerre autrichiens devant Antivari, le port du Monténégro sur l'Adriatique.

Dès le matin, le bruit courait que l'Autriche, sans attendre la réponse du roi Nicolas, qui sur la nouvelle que le bombardement de Scutari aurait recommencé, avait donné l'ordre à ses navires d'entrer dans les eaux monténégrines.

Les puissances ont officiellement demandé au Monténégro, vendredi après-midi, 1° de lever le siège de Scutari ; 2° de cesser les hostilités ; 3° le retrait des troupes serbes et monténégrines des districts occupés par les puissances à l'Albanie ; 4° des garanties pour la liberté religieuse des catholiques dans les régions occupées. Mais le Monténégro tardait à répondre.

L'action autrichienne, prévue, ne paraît pas, à première vue, devoir amener de dissentiments entre les puissances. Toutes paraissent irritées de voir le Monténégro faire obstacle à la paix européenne. La Russie cependant ne s'associera pas aux mesures coercitives, et son refus pourrait entraîner l'Angleterre et la France à laisser l'Autriche agir seule, au nom de l'Europe. L'Italie, de son côté, hésite à faire une démonstration contre le père de sa reine.

Mais il faut prévoir le cas où les Etats balkaniques se coaliseraient avec le Monténégro contre l'Autriche.

⁂

La conférence des ambassadeurs de Pétersbourg s'est ouverte aujourd'hui. On sait qu'elle doit régler le conflit bulgaro-roumain. La Roumanie « croit savoir » qu'elle obtiendra même Silistrie. La Bulgarie fait dire qu'elle fera la guerre plutôt que de céder Silistrie.

⁂

A Tchataldja, les Bulgares ne tenteront l'assaut décisif que lorsqu'ils auront reçu leurs pièces de siège d'Andrinople.

L'entêtement du Monténégro

Les Puissances et la démonstration navale

Londres, 30 mars. — L'accord européen est, affirme-t-on, complet au sujet des frontières du nord de l'Albanie et sur l'injonction faite au Monténégro de lever le siège de Scutari, mais on se demande avec curiosité comment se manifestera la démonstration des puissances jugée utile pour faire cesser la résistance du roi Nicolas.

Le seul procédé envisagé jusqu'à présent est une manifestation navale devant Antivari; mais cette démonstration sera-t-elle collective ?

Cette manifestation sera soit austro-italienne, soit plus probablement austro-italo-franco-anglaise. On croit que la Russie, qui n'y prendra pas part tout en l'approuvant, en déterminera cependant la forme.

LA PARTICIPATION FRANÇAISE

M. Stéphen Pichon, ministre des affaires étrangères, et M. Baudin, ministre de la marine, ont étudié sous quelle forme s'effectuerait la participation de la France à la démonstration contre le Monténégro.

ENVOI DE CUIRASSES ANGLAIS

Malte, 30 mars. — Deux cuirassés sont partis pour Corfou, afin de se préparer à prendre part à l'action navale qui doit avoir lieu sur la côte monténégraine.

L'AUTRICHE INTERVIENDRAIT IMMÉDIATEMENT

Vienne, 30 mars. — Le Monténégro n'a pas encore répondu à la démarche des puissances l'invitant à lever le siège de Scutari et ce silence cause une très mauvaise impression. L'Autriche semble donc décidée à intervenir immédiatement et déjà on annonce que la flotte a quitté Spazza dans la direction d'Antivari.

LE BOMBARDEMENT DE SCUTARI CONTINUE

Vienne, 30 mars. —Suivant les journaux, **des nouvelles seraient parvenues à Vienne, annonçant que la canonnade a été entendue dans la région de Scutari.**

LA RUSSIE DEMANDE L'OUVERTUDE DES DARDANELLES

Constantinople au « Sunday Times » que la Russie, appuyée par la France, a demandé à la Turquie certains privilèges, concernant offert à la Porte de s'opposer aux dernières exigences de la Bulgarie.

La Porte n'a pas encore fait connaître sa réponse.

Contre les armements allemands

Manifestations à Mulhouse

Mulhouse, 30 mars. — Ce matin, à onze heures, a eu lieu, à Mulhouse, la réunion annoncée de protestation contre l'augmentation des armements allemands, organisée par les partis socialiste et radical.

Le parti du centre a refusé de prendre part à la manifestation, se réservant de protester isolément dans une réunion de son parti, qui aura lieu à Strasbourg, le 7 avril prochain.

La manifestation a eu lieu dans le grand hall du Marché couvert. Quatre discours ont été prononcés aux deux extrémités du hall.

M. Drumm a pris le premier la parole. Il a affirmé que l'Allemagne seule était responsable de la course folle aux armements que l'on remarque dans toute l'Europe. « Le gouvernement d'Alsace-Lorraine, a déclaré M. Drumm, a le devoir de protester énergiquement, et d'élever la voix contre ces armements ». M. Drumm a été longuement applaudi par l'auditoire.

A l'autre tribune, M. Scheer, du parti progressiste et M. Wicky, du parti socialiste, ont développé une résolution aux termes de laquelle la réunion adresse au Parlement d'Alsace-Lorraine et au gouvernement de l'Empire une protestation énergique contre les nouveaux armements, et invite en outre le Parlement et le gouvernement à entrer en pourparlers avec les puissances de la Triple-Entente, pour réduire, dans la mesure du possible, les armements qui doivent être augmentés.

Dans leurs discours, maintes fois interrompus par des applaudissements enthousiastes, les trois orateurs ont insisté en faveur de la paix générale entre les peuples, paix qui, ont-ils fait ressortir, est du plus grand intérêt en première ligne pour l'Alsace-Lorraine.

A BERLIN

Berlin, 30 mars. — Le journal socialiste « Vorwaerts » annonce des démonstrations de protestation contre la loi militaire pour le 6 avril prochain.

M. Poincaré à Montpellier

Le Président de la République, très acclamé, a présidé hier la séance et le banquet de clôture du Congrès Mutualiste et a prononcé deux discours très applaudis.

Montpellier, 30 mars. — Le train présidentiel est arrivé à 3 h. 35.

Descendu du train au milieu des ovations, M. Poincaré a été reçu par les sénateurs et les députés du département, les membres du bureau du congrès mutualiste, la municipalité ayant à sa tête le maire, M. Paul Pezet, et le préfet de l'Hérault, M. Calmès.

M. Poincaré est en habit : il porte le grand-cordon de la Légion d'honneur.

Après les souhaits de bienvenue, le président de la République quitte la gare. Des cris nourris de : « Vive Poincaré ! » éclatent. La place est noire de monde.

M. Poincaré monte dans la daumont, que conduisent des artilleurs du 56e ; il a à sa gauche M. Barthou, président du conseil. En face, prennent place le maire de Montpellier et le général Beaudemoulin. Le général Faurie, commandant le 16e corps, se tient à cheval, à côté de la voiture.

Une forte averse tombe au moment où le cortège se met en route pour la préfecture. M. Poincaré reste cependant découvert.

De nombreux arcs de triomphe sont dressés. Les cloches sonnent à toute volée.

LES RÉCEPTIONS A LA PRÉFECTURE

Il est 9 h. 30 quand le cortège arrive à la préfecture. Les réceptions commencent aussitôt dans le grand salon d'honneur. Autour de M. Poincaré se tiennent MM. Barthou, Chéron et les élus du département.

Le président reconduit à 10 heures 15 en voiture. Et sous les acclamations d'une foule énorme, le cortège se rend au Grand-Théâtre, où M. Poincaré doit présider la séance de clôture du congrès de la mutualité.

La séance de clôture du Congrès Mutualiste

Montpellier, 30 mars. — M. Poincaré arrive au Grand Théâtre à 10 heures 30.

La pluie a cessé, mais le temps reste couvert. Le président doit paraître au balcon pour saluer la foule qui l'acclame.

Sur la place de la Comédie sont massées toutes les sociétés mutualistes avec leurs drapeaux, qui ont été abaissés pour saluer le chef de l'Etat. Un magnifique bâcher de pigeons a lieu.

Des fenêtres des maisons, qui sont noires de monde, des terrasses des cafés et du fond de l'Esplanade qui s'ouvre à l'extrémité de la place, s'élève un immense cri de : « Vive Poincaré ! » L'enthousiasme est considérable.

M. Poincaré, très ému, salue à différentes reprises, tandis que les musiques jouent la « Marseillaise », puis il rentre dans le théâtre et va prendre place sur la scène, entre le prince de Monaco et le maire de Montpellier.

Derrière lui se groupent les membres du cortège officiel, les autorités civiles et militaires et les membres du bureau du congrès.

Tour à tour prennent la parole M. Pezet, maire de Montpellier, qui remercie le président de la République d'être venu ; M. Warnery, président du congrès ; M. Léopold Mabilleau, qui épingle à l'habit de M. Poincaré l'insigne d'honneur de la mutualité, en l'appelant le premier mutualiste de France.

— Le troisième seulement, cit M. Poincaré. Le premier est M. Loubet, le second M. Fallières.

Une longue ovation accueille ces paroles.

M. Lairolle député, rapporteur général du Congrès, donne ensuite lecture de son rapport.

Puis M. Poincaré prononce le discours suivant :

Discours de M. Poincaré

« Messieurs,

C'est une heureuse fortune, pour un président de la République qui vient à peine d'inaugurer ses fonctions, de pouvoir assister à ces grandes assises de la mutualité française et de se trouver ainsi, dès le début de sa magistrature, enveloppé de votre sympathie et pénétré de votre esprit. Je vous remercie de m'avoir offert cette incomparable occasion de me retremper immédiatement dans le courant de fraternité qui, sorti des profondeurs du peuple, anime vos sociétés et féconde vos entreprises bienfaisantes.

Je me félicite également de rencontrer ici un prince qui est un ami fervent de la mutualité, et dont la pensée, attentive à toutes les formes du progrès, se partage entre la science de la nature et la recherche des améliorations sociales.

Ce n'est pas, messieurs, le témoignage toujours un peu froid d'une sollicitude officielle que je vous apporte aujourd'hui. Voilà de longues années que je suis des vôtres et que modeste soldat de votre puissante armée, je participe à vos efforts et me réjouis de vos victoires. Non seulement hier, comme président du comité international des assurances sociales, j'ai mesuré plus aisément que tout autre l'efficacité de votre action ; non seulement j'ai, comme député, suivi jadis avec un intérêt passionné la discussion de cette loi de 1898 qui a été la charte de votre émancipation ; non seulement j'ai, comme ministre de l'instruction publique, cherché à propager les mutualités scolaires et post-scolaires, mais je suis resté, pendant tout le cours de ma vie politique, le président effectif d'une de ces petites sociétés rurales qui sont les premières génératrices de vos énergies concentrées et que je voudrais voir s'établir peu à peu dans les moindres communes de France ; et dans ce souvenir très humble, dont je garde quelque fierté, je trouve aujourd'hui, messieurs, un titre à votre bienveillant accueil et au précieux insigne que m'a remis tout à l'heure, en votre nom, M. Léopold Mabilleau.

Oui, durant de longues années, il m'a été donné, comme à vous tous, messieurs, d'observer de près l'éclosion des vertus civiques qui germent au cœur de vos sociétés et de comprendre, par une expérience directe et personnelle, l'excellente discipline morale à laquelle s'astreignent, en pleine liberté, vos milliers d'adhérents. Les sentiments qui inspirent à des ouvriers ou à des villageois la fondation d'une mutuelle sont de ceux qui sévissent dans les régions supérieures de l'âme humaine. Qu'un plus large emploi s'offre à ces généreux instincts de libre sacrifice et de prévoyance collective, ils deviendront aussitôt les meilleurs soutiens de la solidarité nationale.

L'essor de la Mutualité

Le gouvernement de la République, qui a encouragé le premier essor de la mutualité, ne peut qu'être satisfait des merveilleuses conquêtes qu'elle réalise tous les jours sous nos yeux. Vos vingt-quatre mille sociétés se sont ouvert des domaines nouveaux ; elles se sont adaptées à des objets divers : mutualités maternelles et familiales, mutualités scolaires et militaires ; elles ont secondé le dévouement de la mère et protégé la faiblesse de l'enfant ; elles ont enseigné aux jeunes gens et aux hommes faits la beauté simple et émouvante des existences laborieuses, régulières et ordonnées.

Mais pour que cette variété des risques et cette division du travail ne devinssent pas pour votre influence sociale une cause fatale de dispersion et de déperdition, il était nécessaire que des liens permanents s'établissent entre tous ces éléments fragmentaires et que cette multitude de cellules vivantes vinssent se rapprocher, sans s'y aborder, dans un organisme plus vigoureux ; et c'est ainsi que dans une première synthèse, vous avez constitué ces unions départementales, auxquelles l'extension du nombre des adhérents permet déjà de pourvoir à des besoins qui dépassent les forces d'une société locale ; c'est ainsi qu'ensuite vous avez créé des unions régionales pour faire face à des risques plus lourds et à des services plus délicats, et c'est ainsi qu'enfin, vous élevant de sommet en sommet, vous avez découvert les horizons encore plus vastes et fondé votre Fédération nationale.

Vous voici maintenant à même de vous consacrer à des œuvres sociales qui auraient naguère paru inaccessibles et presque chimériques à vos devanciers et que votre impatiente activité brûle déjà d'accomplir.

La Mutualité et les retraites ouvrières

Au demeurant, n'avez-vous pas donné un éclatant exemple de votre esprit d'initiative, lorsque vous vous êtes faits, avec un zèle inlassable, les collaborateurs de l'Etat dans l'application de la loi des retraites ouvrières ? Vous avez courageusement cherché à dissiper les préventions et à vaincre les résistances ; vous vous êtes attachés à faire pénétrer partout dans la conscience publique la pensée du législateur ; vous avez montré comment les travailleurs, en recourant à l'entremise de la mutualité, trouvent dans la réforme des bénéfices nouveaux ; et, par une juste retour des choses, le succès croissant de votre propagande a donné à la vie mutualiste plus d'ardeur et plus d'intensité.

La loi vous a procuré les réserves qui vous faisaient défaut ; elle vous a conviés à la gestion directe des sommes versées et elles vous a laissé, dans l'emploi de ces fonds, sous un contrôle qui ne pèse pas à votre sagesse, une liberté qui favorisera sur tous les points du territoire les entreprises de bienfaisance ou d'hygiène et qui vous permettra de rendre aux travailleurs, en avantages matériels ou moraux, l'argent épargné par les travailleurs. Mais vous ne vous arrêtez pas là. Vous voulez engagez la lutte contre les plus redoutables fléaux qui menacent les sociétés humaines et vous ne reculez devant aucune tâche de préservation ou de relèvement.

Vous songez à l'ouvrier qui, frappé dans la force de l'âge par la maladie, voit tout à coup sa volonté paralysée par le destin et se trouve subitement sans ressources, avec une capacité de travail détruite ou amoindrie pour longtemps, peut-être même pour toujours ; et vous revendiquez avec insistance l'honneur de contribuer à l'assurance contre l'invalidité temporaire ou permanente.

Vous songez aux terribles ravages que fait la tuberculose dans les familles pauvres et vous étudiez avec ferveur les moyens d'introduire dans les logements ouvriers plus d'air et de lumière, plus de santé et plus de joie.

Vous songez avec angoisse à la diminution de la natalité française et vous vous préoccupez d'attacher le père à son foyer assaini, vous veillez sur la femme et sur la mère, vous vous ingéniez à combattre la mortalité infantile, vous tâchez de répandre partout, avec le bien-être, cette sécurité, cette confiance en l'avenir, cet optimisme réfléchi qui donnent aux hommes le goût des fondations durables et la patience des longs desseins.

Poursuivez, messieurs, votre campagne civilisatrice. Expliquez partout les mérites de la prévoyance et les bienfaits de la liberté. Echauffez les cœurs, éclairez les esprits, stimulez les énergies.

La République, qui vous connaît et qui vous voit à l'œuvre, attend encore beaucoup de votre expérience et de votre bonne volonté.

Reconnaissante de vos services passés, elle a foi en vous et escompte déjà, avec une gratitude nouvelle, vos services futurs.

Je suis heureux de vous exprimer ses remerciements pour hier, et pour demain, ses encouragements.

M. Chéron et le prince de Monaco ont également pris la parole.

En quittant le Congrès, M. Poincaré a rendu visite à la clinique de la mutualité. Le cortège s'est ensuite rendu au quartier du 56e d'artillerie, où a lieu le banquet.

Le Banquet

Montpellier, 30 mars. — A midi trente, après avoir assisté au Congrès mutualiste, le président de la République, accompagné de MM. Barthou et Chéron, se rend au banquet offert par la ville de Montpellier, par le département de l'Hérault et par le comité d'organisation du Congrès mutualiste.

M. Poincaré fait son entrée dans l'immense salle aux accents de la « Marseillaise » acclamé par toute l'assistance.

Le président de la République a à sa droite le prince de Monaco et M. Barthou et à sa gauche le maire de Montpellier.

Les convives sont au nombre de 2.500 environ.

Les premiers discours sont prononcés par M. Pezet, maire de Montpellier, et Warnery, président du Congrès.

M. Poincaré se lève alors et prononce le discours suivant :

Deuxième discours de M. Poincaré

« Messieurs, je suis profondément ému du chaleureux accueil que m'ont fait, depuis ce matin, en même temps que les membres du Congrès mutualiste, les habitants de Montpellier et des populations de l'Hérault.

Malgré les éloges qu'ont bien voulu me décerner, tour à tour, en termes trop flatteurs, M. le maire Pezet et M. le président Warnery, je sens bien que ces manifestations de sympathies dépassent de beaucoup ma personne et s'adressent surtout à la magistrature que j'exerce. Dans une démocratie maîtresse de ses destinées et justement fière de se gouverner elle-même, les hommes ne sont jamais que les images momentanées des idées, et si le Président de la République trouve parmi vous une bienveillance si empressée, c'est surtout parce qu'il représente à vos yeux, sous une forme presque impersonnelle et anonyme, un régime qui a donné à la France plus de quarante années de paix et de prospérité. Au poste de confiance que lui assigne l'Assemblée nationale, il n'est que le premier serviteur de la Constitution et des lois.

Jamais mieux qu'aujourd'hui, Messieurs, jamais mieux qu'après le magnifique Congrès qui vient de se tenir à Montpellier, nous ne serons à même de mesurer les étapes du progrès républicain.

Les Origines de la Mutualité

» Les sociétés mutuelles, filles de l'ordre et de la liberté, n'ont pu grandir qu'au pied noir. Comparez-les aux vieux compagnonnages, qui traînaient jadis une existence inquiète et misérable et qui étouffaient sous le poids d'une réglementation tracassière. Comparez-les aux malheureuses associations qui cherchaient à naître dans la première moitié du XIXe siècle et qui se heurtaient aux prohibitions du Code Pénal. Comparez-les même aux Mutuelles qui ont commencé d'apparaître à l'abri de la loi de 1850 et qui étaient encore si timides, si chétives et si dispersées.

» Opposez à ces pauvres souvenirs la réalité vivante et, vous ce que, sous les auspices d'un gouvernement libre, a pu devenir une institution qui avait si longtemps végété.

» La mutualité qui porte en elle l'embryon d'une organisation sociale spontanée, et à qui, seul, l'instinct populaire donne le frémissement de la vie, ne reçoit son développement naturel que dans un milieu propice aux initiatives privées et les efforts individuels qui risquent de se briser dans une société hostile ou indifférente, ne déploient toute leur puissance qu'à la chaleur du sentiment public.

» Aujourd'hui que lève, de toutes parts, la riche moisson que vous avez semée, vous rendez largement à la République ce qu'elle vous a donné.

L'Union Nationale

» Partout où vous passez, vous enseignez les vertus qui peuvent le mieux alimenter l'union nationale, et vous faites souffler, dans toutes les provinces, l'esprit de concorde et de fraternité.

» Certes, vous avez tous vos convictions politiques, car des hommes qui n'auraient pas d'opinion précise sur les choses de leur temps, seraient indignes du titre de citoyen. Certes, en dehors de vos sociétés, vous défendez parfois vos idées avec passion et vivacité ; car l'ardeur des controverses est l'inévitable rançon de l'activité intellectuelle d'un pays, mais, dans vos œuvres mutualistes, vous oubliez tout ce qui vous divise, vous vous souvenez seulement de ce qui vous rapproche.

Pour mieux travailler à l'unité de la France, vous vous êtes constitués sur le modèle de la France. Chacun de vous aime la petite société dont il fait partie, comme le paysan aime son village, comme l'ouvrier aime son faubourg ; mais chacun de vous s'est attaché à la Fédération nationale comme à la grande patrie de la mutualité.

Bien loin que ces affections en se superposant dans vos cœurs, s'y détruisent ou s'y affaiblissent, elles s'y soutiennent réciproquement et s'y fortifient.

Un souvenir à la Lorraine

» Vous parliez tout à l'heure, monsieur le maire, de ma chère Lorraine. Là-bas, sous un ciel plus pâle que le vôtre, derrière la ligne bleue des forêts, par-delà les coteaux modérés où se meurt une vigne amaigrie, j'ai, sans doute, laissé des souvenirs que rien jamais n'effacera. Mais, si fidèle qu'il soit à son pays natal, le Lorrain a toujours devant les yeux la lumineuse vision de la France.

Et vous, messieurs, vous qui vivez ici sous un climat plus favorisé, vous qui habitez cette belle cité et qui êtes fiers de sa glorieuse histoire, vous qui cultivez la terre du Languedoc et qui, après de si cruelles épreuves, avez enfin triomphé de la fortune contraire, vous restés tous attachés à votre sol par des racines profondes et, dans les coutumes mêmes que vous ressuscitez gracieusement pour fêter ma présence, je retrouve les origines lointaines de vos sentiments traditionnels.

Mais, si solides que soient ces attaches séculaires, elles vous tient moins à votre petite patrie qu'à la France elle-même et, plus celle-là vous est chère, plus vous sentez celle-ci proche de vos cœurs, plus elle vous paraît vivante, douce et familière.

Puissent, messieurs, ne jamais tarir les sources du patriotisme local ! C'est dans tout ce qui limpide que votre enfance a vu se refléter les traits de la France maternelle ; c'est là que nous savons apprendre à reconnaître et à aimer l'image de notre commune patrie.

Je bois, messieurs, à la ville de Montpellier ; je bois au département de l'Hérault ; je bois à la France républicaine une et indivisible. »

A 3 heures 50, le président se rend à la fête champêtre qui est donnée en son honneur au Peyrou.

Le président de la République visite ensuite l'hôpital suburbain où il est reçu par la commission administrative et le corps médical civil et militaire.

Avant de quitter Montpellier, le président de la République a fait remettre au maire une somme de 3.000 francs, destinée au bureau de bienfaisance de la ville.

A sept heures, le président, accompagné des membres du gouvernement, quitte Montpellier, pour rentrer à Paris, où il arrivera demain matin, à 8 heures.

Lettre de Belgique

Bruxelles, le 30 mars 1913.

La Chambre s'est ajournée jusqu'au 16 avril. C'est un repos bien gagné, car nos honorables se sont épuisés en discours. On peut affirmer qu'aucun Parlement compte autant de bavards et la Chambre belge tient là un véritable record. Il suffit qu'une question vienne à l'ordre du jour pour qu'un tiers des députés se fasse inscrire. Sur les trente ou quarante discours qui sont prononcés, il n'y en a pas quatre qui valent la peine d'être entendus. Ce ne sont que des redites, des déclamations et des professions de foi solennelles et creuses. Il faut bien soigner ses intérêts électoraux et avoir l'air de prendre une part importante aux travaux parlementaires.

Il est bon aussi d'ajouter que les neuf dixièmes de ces grands discours sont prononcés pour les banquettes.

Aussi fallait-il un repos mérité à nos honorables qui sont si brillamment travaillé !

Toutefois, il est permis de faire remarquer qu'en prolongeant leurs vacances jusqu'au 16 avril, ils ont montré un dédain assez vif de leurs responsabilités et, comme l'a justement fait remarquer Paul Hymans, il y a là une véritable indécence à prolonger des vacances, dans les circonstances actuelles, à la veille d'une crise redoutable.

Le gouvernement et la droite ont assumé une grande responsabilité.

⁂

Le « Petit Bleu » s'inscrit pour 100,000 fr. par semaine tant que durera la grève générale et adresse un appel à tous ceux qui ont du superflu pour qu'ils interviennent de leur côté.

FEUILLETON DU 31 MARS — N. 32.

LA BLONDE AIMÉE

par Léon SAZIE

DEUXIEME PARTIE

L'engrenage de la vie

— Non, vous ne diriez rien du tout... Vous n'auriez pas votre présence d'esprit pour vous défendre, pour parler chiffres... Cependant il faudrait alors déclarer ce que vous avez fait des deux ou trois millions que le comte de Morangis volte ancien beau-frère, vous a chargé de placer en Europe, au nom de sa femme Dora Simpson et de sa fille Lily de Morangis.

Le baron fit un signe.

— Taisez-vous !

— Millions, reprit le comte, qui n'ont jamais été versés que dans votre poche ! Millions que Dora n'a jamais touchés !

— Je vous demande pardon.

— Cela se voit à sa mise, à sa mine ! Vraiment ! elle ressemble à une millionnaire américaine.

— Je vous demande pardon, insista le baron se redressant peu à peu. Dora Simpson a touché ces millions.

— Quand donc

— Dernièrement.

— Quelle plaisanterie !

— J'en ai le reçu dans ma caisse, je vais vous le montrer.

— Inutile, dit le comte arrêtant Esmonnier. C'est enfantin. Il est clair que cette pauvresse, qui donnait des leçons d'anglais pour vivre... qui venait mendier ici, n'a pu toucher ces fameux millions. Ce reçu, vous l'avez extorqué à cette malheureuse, moyennant quelques cents francs.

— Mais...

— Allons donc, mon cher ! N'essayez pas de lutter..., vous n'êtes pas de force ! Après un court silence, le comte reprit :

— C'est donc parce que n'avez pas rendu son argent à Dora Simpson que vous nous la cachez... C'est donc pour cela que, malgré nos recherches, ni le brigadier Raymond, ni Joë Greenbalter, ni moi... ni même vous... nous ne parvenons à découvrir Dora et Lily.

— Mon cher, écoutez-moi.

— Je n'ai pas fini... Or, tout change à présent... Je connais l'adresse de la comtesse de Morangis... et comme je me suis engagé formellement envers Mme de Lavancourt, de lui faire retrouver la femme de son père et sa petite sœur Lily.. Je vais de ce pas...

Le baron plaça son grand ventre devant son ami.

— Arrêtez... Si vous produisez Dora, dit-il, vous me perdez indubitablement.

— Mais vous vous perdez aussi.

— Moi

— Dame...

— Oui, vous... Moi... je m'en tirerai probablement avec des chiffres et un sacrifice pour vous, de l'accusation formelle que portera contre vous cette femme... qu'elle renouvellera, qu'elle appuiera fortement. Et si on pouvait ne pas tenir compte des paroles d'Alice Neilson, on écouterait sérieusement la comtesse de Morangis. Et malgré Loustalot, malgré la Vrille que l'on retrouvera certainement, vous serez bel et bien convaincu d'assassinat, car c'est vous, mon bon, c'est vous qui avez tué la douairière de la Roche Taël !

Le comte, cette fois, pâlit.

Il venait de comprendre le danger, de voir le péril.

Le brigadier Raymond connaissait Alice Neilson.

Alice Neilson avait déclaré qu'elle reconnaîtrait l'assassin si elle le voyait... et elle l'avait revu... et elle savait où le retrouver.

Le baron avait raison, on la croirait si elle accusait formellement et malgré les deux camelots, surtout si le brigadier Raymond les arrêtait, il était perdu.

Mais si Alice Neilson était dans l'impossibilité de parler, il se sauverait quand même.

Alors, résolument, il dit au baron :

— Mon cher, il ne s'agit plus de jouer au plus fin... les heures passent, les minutes sont précieuses.

— Secret pour secret.

— Soit ! J'ai le vôtre, vous avez le mien.

— Nous sommes sûrs l'un de l'autre.

— Parfaitement, mais nous ne sommes pas plus avancés pour cela, car tous deux, nous nous trouvons à la merci d'une dénonciation de Dora Simpson.

— Que faire ?

Froidement le comte répondit :

— Tout bonnement faire disparaître Alice Neilson

Le baron sursauta.

— La tuer ?

— Non, rassurez-vous... Il faudrait deux cadavres... C'est beaucoup... c'est très encombrant.

— Alors ?

— Il y a quelque chose de mieux que la mort soudaine.. c'est la mort lente... quelque chose d'aussi bon que le cimetière... c'est la tombe qui se referme sur un être vivant qui gêne

— Expliquez-vous.

— Voici... grâce aux quelques cents francs que nous avons donnés à Alice Neilson, elle va se tenir certainement tranquille pendant plusieurs jours, jusqu'à ce qu'elle soit rétablie. C'est tout ce qu'il nous faut.

— Bien. Qu'allons-nous faire ?

— Vous allez écrire en Allemagne... à Darmstadt. Il se trouve aux environs de cette ville une façon de savant qui, dans un hôpital spécial à lui, prétend, par une méthode sienne, guérir les malades atteints de folie... Je crois aussi qu'il rend fou, quand on ne l'est pas... C'est des deux façons notre affaire. Ce savant professeur Brumenthal mène sa maison à la façon allemande, comme une caserne. Il paraît qu'un malade qu'on lui a confié ne sort de ses mains que guéri... ou mort !

Le baron l'arrêta.

— Mais voilà ce qu'il nous faut.

— Absolument. Vous allez écrire au professeur Blumenthal d'envoyer les infirmiers nécessaires pour venir chercher Dora.

Personne autre que vous ne s'occupe de cette femme, ne peut s'inquiéter de son départ... faire procéder à une enquête, n'est-ce pas !

— Personne.

— Personne.

— Bravo... Les infirmiers arriveront et nous débarrasserons de Dora dans les meilleures conditions de célérité et de discrétion.

Pourvu que vous payez une année d'avance, on ne vous demandera pas autre chose... Quant aux protestations de Dora... à ses déclarations.. on les tiendra pour paroles de folie... D'ailleurs, nous arrangerons tout cela... pour le mieux, afin que Dora n'oppose pas une résistance compromettante.

Le baron serra la main du comte.

— Merci, dit-il, vous nous sauvez tous deux !

... PPauvre Dora ! Elle ne se doutait pas de ce qui se tramait contre elle dans cette maison qui eût dû être la sienne, dans cet hôtel du comte de Morangis, son mari, le père de Lily...

Elle rentra de la visite toute frissonnante... cette secousse éprouvée en reconnaissant, soudain l'homme qu'elle avait aperçu près du cadavre de la douairière de la Roche Taël, raviva et double sa fièvre. C'est à peine si, au sortir de voiture, elle eut la force de regagner son taudis.

Lily la trouva ainsi, plus malade que jamais et la soigna en pleurant. Avec l'argent rapporté, elle put appeler un docteur, payer les médicaments...

Trois ou quatre jours après, Alice Neilson allait un peu mieux... Lily profita de cela pour retourner avec son ami Gibo... Elle ne voulait pas attendre la fin de l'argent pour en rapporter d'autre. Et, dans l'après-midi, quand sa mère sommeillait, elle courait retrouver le bossu au carrefour Notre-Dame-de-Lorette. Ils allaient alors dans les cours des maisons de la rue Saint-Lazare, de la rue Lafayette.

... Cependant, depuis quelque temps, la Gorgona et le Pegri s'aperçevaient que le Gibot rapportait beaucoup moins d'argent qu'autrefois...

Cela les inquiéta. Ils voulurent en connaître la raison. Ils avaient beau battre le bossu, il revenait avec une somme ridicule variant de quelques sous, mais toujours bien inférieure à celle qu'autrefois il rapportait.

Jusqu'alors la Gorgona et le Pegri se tenaient toute la journée, pendant que le Gibo allait jouer du violon, dans un bar de la rue Montmartre, près des Halles. Le Gibo les prenait là, le soir, et ils revenaient ensemble à leur logis, sur les hauteurs de Belleville.

Le proverbe célèbre : « Bien mal acquis ne profite jamais », avait reçu une admirable consécration chez ces bandits.

Une fois en possession de l'argent volé chez Alice Neilson, la Gorgona et le Pegri crurent que cette fortune serait inépuisable. Ils menèrent un train de vie de prince, de millionnaires. Mais, entre leurs mains l'argent fondait !

L'orgie, le jeu, les courses absorbèrent en quelques mois ce qui eût permis à Alice Neilson de vivre heureuse.

Bientôt le Pegri et sa mère se trouvèrent aussi gênés qu'autrefois, et le Gibo, qu'on avait caché, tenu à l'écart, enfermé à la maison au temps de la splendeur, dut, avec son violon comme là-bas à Naples, pourvoir aux besoins de sa mère ignoble et de son superbe frère.

La Gorgona et le Pegri vivaient exclusivement maintenant de la recette que faisait chaque jour le Gibo dans les cours et les rues de Paris.

Or, cette recette, jusqu'ici fort présentable, se trouvant tout à coup diminuée de notable façon, les gênait fort...

La Gorgona et le Pegri se dirent :

— Ça n'est pas naturel... Autrefois, il n'y a que quelques semaines encore, Gibo nous rapportait d'assez belles journées.

— De très belles même, parfois.

— Il n'y a aucune raison pour qu'en si peu de temps les Parisiens soient devenus tout à coup avares et donnent moins qu'autrefois...

— En effet.

(A SUIVRE)